

le droit d'être là et d'être protégés pendant leur séjour dans ce pays.

Le gouvernement du Canada a publié aujourd'hui, en mon nom, une déclaration qui porte essentiellement sur deux points. Le premier est que le gouvernement déplore l'usage de la force par les États-Unis au Panama, mais comprend et approuve la décision des Américains dans les circonstances, en particulier étant donné l'inquiétude légitime de ces derniers face à l'escalade des menaces subies par les citoyens américains au Panama qui ont le droit d'y être et d'être protégés.

Deuxièmement, nous avons précisé très clairement que l'emploi de la force est un dangereux précédent, et nous constatons que les États-Unis ont eu recours à la force seulement en dernier ressort, après l'échec des tentatives visant à régler pacifiquement la situation au Panama.

La question est de savoir ce qui va se passer, et ce qu'on devrait faire maintenant. Je voudrais parler de trois choses qui, à mon avis, devraient être présentes à notre esprit alors que nous envisageons l'avenir. La première est que nous devons user de toute l'influence et de la réputation du Canada pour faire en sorte que cette intervention ne devienne pas un précédent. Il y avait ici des facteurs exceptionnels, et s'ils peuvent justifier les mesures qui ont été prises par les États-Unis tôt ce matin, c'est justement parce qu'ils sont exceptionnels. Ces facteurs ne constituent pas un précédent que notre Parlement ou notre pays approuverait en d'autres circonstances.

Je crois, monsieur le Président, qu'il est particulièrement important de transmettre ce message à la population et au gouvernement du Nicaragua, où se tiendront très bientôt des élections, afin qu'ils fassent l'impossible pour que ces élections soient libres et justes.

Deuxièmement, il importe, à notre avis, d'aider le gouvernement qui a été élu au Panama, en mai dernier, à créer un climat de stabilité et à implanter la démocratie dans ce pays. C'est ce qui revenait d'ailleurs très souvent dans les conversations téléphoniques que j'ai eues aujourd'hui avec les dirigeants latino-américains de l'Organisation des États américains. Ceux-ci veulent profiter de l'occasion qui leur est donnée pour tenter d'inculquer au Panama un certain sens de la stabilité et de la démocratie qui sera indispensable à ce pays s'il veut jouer le rôle important qui lui revient dans une région où ces qualités sont de plus en plus recherchées.

Déclaration de ministres

Nous avons l'intention de dépêcher un groupe d'observateurs canadiens au Panama dès que ce sera possible, pour déterminer de quelles façons le Canada peut contribuer à ce processus.

Troisièmement, je crois que cette expérience nous a appris qu'il fallait réellement renforcer les institutions régionales de l'Amérique latine, et en particulier de l'Amérique centrale. Il est clair que, malgré tous ses efforts, l'Organisation des États américains n'a pas connu le succès escompté à Panama. Elle n'a pu trouver la solution pacifique qu'elle et bien d'autres cherchaient.

Mais je pense qu'il importe de signaler que l'Organisation a fait de réels efforts pour réussir, ce qui, monsieur le Président, est un changement en soi. Cela prouve bien la nouvelle résolution qu'ont prise les membres de l'Organisation des États américains et que le Canada peut encourager et, à notre avis, devrait encourager.

Ce qu'il faut souligner, monsieur le Président, c'est que l'Amérique centrale n'appartient à personne. L'Amérique centrale est formée d'États souverains qui ont leurs propres ambitions, leur propre histoire et des qualités qui leur sont uniques. C'est une région qu'il faut admirer pour la volonté dont ont fait preuve ses dirigeants, particulièrement depuis deux ou trois ans, la volonté de travailler ensemble en combattant des forces supérieures, y compris la force du passé historique de ces peuples.

• (1830)

Les traditionnalistes ont demandé pourquoi le Canada veut se concentrer sur l'Amérique centrale, pourquoi nous faisons partie de l'Organisation des États américains, pourquoi nous jouons un rôle actif au sein du GONUAC, l'organisme de maintien de la paix et de vérification des Nations Unies, qui joue dans la région un rôle potentiellement dangereux, pourquoi nous entretenons des relations axées sur l'aide et le développement avec les cinq pays signataires de l'accord Esquipulas. Nous agissons ainsi, monsieur le Président, parce que l'Amérique centrale et l'ensemble de l'Amérique latine sont en train d'évoluer, de se transformer de leur propre volonté.

Lorsque je lui ai parlé des événements à Panama, Carlos Andrés Pérez, président du Venezuela, m'a réitéré ce matin, sa profonde conviction que le Canada a un rôle décisif à jouer dans la région, tant à cause de ce que nous sommes qu'à cause de ce que nous ne sommes pas. À mon avis, le rôle peut être décisif si les institutions et la